

PRÉFACE

LA RUSSIE : UN « GRAND ÉMERGENT » ?

L'année 2011 sera marquée par le vingtième anniversaire de l'effondrement de l'Union soviétique et le retour d'une Russie indépendante et souveraine. Après déjà - mais seulement - vingt années de transformation, le bilan institutionnel, politique, économique, social et sociétal est mitigé. Certes, des évolutions considérables et complexes ont été amorcées et certains objectifs atteints. La transformation vers une forme d'économie marchande, elle-même inscrite dans un monde terriblement incertain et déséquilibré, est irréversible. Le point d'arrivée cependant, tant sur le plan d'une démocratie pleinement reconnue, de l'émergence d'une société civile active que sur la solidité de la dynamique économique et des progrès sociaux et humains liés, n'est pas acquis ni même véritablement repéré. Pouvait-il en être autrement ? La Russie est-elle une économie émergente ? Est-elle « un grand émergent » ? Ou bien son profil d'économie « rentière », sa capacité nucléaire, son niveau technologique, ses ressources et potentiels multiples, ses spécificités historiques, géographiques, démographiques, culturelles en font-ils décidément un pays à part, avec des rythmes à part ? Ce numéro de la revue AGIR offre une tribune unique en langue française, éclectique, libérale ou hétérodoxe, critique, parfaitement libre et indépendante, à des scientifiques - économistes, géographes, sociologues ou démographes - issus d'écoles de pensées différentes mais tous soucieux de la transformation de la croissance (économique) en développement humain soutenable. Les articles et travaux de recherche présentés ici ne permettent pas de répondre de façon tranchée aux questions majeures évoquées supra mais ils viennent alimenter les débats de fond et constituer un corpus de réflexions et d'analyses utiles de l'économie au politique via les aspects sociétaux les plus importants de la Russie d'aujourd'hui. Après le chaos des années 1990, et depuis l'effondrement financier de 1998 jusqu'à la crise économique mondiale actuelle, la Russie s'est vivement redressée. En dollars des Etats-Unis courants, le produit intérieur brut a été multiplié par un facteur 10 en 10 ans.

Il convient cependant de mettre en perspective les résultats de la décennie écoulée et tenter de repérer, avec les études présentées ici, les principales faiblesses structurelles. La croissance russe sera d'environ 4 % en 2010 (après un repli de 7,9 % en 2009), soit moins de la moitié de celle de l'Inde ou de la Chine. Il y a deux ans, le PIB par habitant de la Russie au taux de change actuel était quatre fois plus haut que celui de la Chine, désormais il est seulement deux fois plus important. Par ailleurs, alors que les bourses des valeurs de la Chine, de l'Inde et du Brésil ont recouvré leur niveau de 2008, voire davantage, le marché boursier russe est toujours 30 % en dessous de son record de mai 2008¹. L'économie de la Russie pèse moins de 3 % de l'économie mondiale ; le PIB par habitant (12500 dollars environ) représente respectivement 26 % et 35 % de celui des Etats-Unis et de l'Europe des 27. Il sera difficile pour la Russie d'atteindre son objectif déclaré de 50 % du PIB américain par habitant en 2020, et ce même en considérant une comparaison en parité de pouvoir d'achat. Pour approcher cet objectif, il conviendrait dans les dix prochaines années de vraiment restaurer la confiance et de relancer les investissements. Les principaux moteurs de la croissance se trouvent dans les ressorts de l'économie privée articulée à un secteur public efficace et probe, dans l'éducation et la recherche, dans la restauration d'une sphère sociale et de santé, dans la modernisation scientifique, technologique et des infrastructures, et dans la coopération internationale². Outre les effets de la crise mondiale, il s'agit d'autant de champs mal servis par un environnement et des règles juridiques complexes et instables ainsi que par la faiblesse des mécanismes de la concurrence (politique et industrielle).

Dans ce contexte, le poids des ressources naturelles dans l'économie a distordu les flux d'investissement et n'a pas contribué à une diversification suffisante de la structure de production et surtout d'exportation³. Il a contribué à la concentration des pouvoirs de façon contre-productive et à une distribution inefficace du produit (risque de '*Dutch disease ou syndrome hollandais*'). Depuis l'effondrement de l'Union soviétique, l'introduction des mécanismes de marché a été brutale, inégale, et surtout a contribué à effacer les ressorts spécifiques de solidarité de la société russe ; elle a modifié de façon violente les rapports à l'argent et au travail. Pour toutes ces raisons, l'un des principaux moteurs de la croissance en partie recouvrée après le sévère recul de 2009, à savoir la consommation finale des ménages, peut s'enrayer et mettre en cause le caractère durable de la croissance.

Plusieurs éléments largement présentés et discutés au sein de ce numéro doivent selon nous être considérés par les décideurs politiques et économiques de la Russie pour relancer le processus d'une transformation économique et sociale efficace, moderne et démocratique⁴. Le principal

problème du pays est la question endémique de la corruption. De nombreux segments de l'administration publique et privée sont concernés et ce à tous les niveaux. Parmi les pays avancés sur le plan technologique avec un revenu moyen per capita - selon la définition de la Banque Mondiale -, la Russie est parmi les plus corrompus dans le monde⁵. En outre, et pas seulement pour les économistes institutionnalistes, conventionnalistes ou hétérodoxes, la Russie a besoin de réduire au plus vite les coûts de transaction afin d'augmenter sa productivité globale, il s'agit aussi d'éradiquer les opérations spéculatives et selon nous de faciliter une intégration plus diversifiée dans l'économie mondiale. Ce processus d'intégration est indispensable pour faciliter la modernisation technologique, financière et managériale. Jusqu'à présent, le climat protectionniste, en particulier dans les nombreux secteurs industriels considérés comme « stratégiques », mais aussi dans l'agriculture ou la finance, a compromis une adhésion pourtant souhaitable à l'OMC qui serait un catalyseur pour les réformes structurelles et institutionnelles et une source supplémentaire de croissance.

Le capitalisme monopolistique d'État en Russie qui existe maintenant couplé à un capitalisme privé, concentré et oligarchique, ne permet pas aux mécanismes de la concurrence de fonctionner correctement – y compris dans le système bancaire. Il contribue à maintenir un niveau d'inflation élevé voisin ou nettement supérieur à 10 % ces dernières années et encore à près de 8 % en 2010⁶ et empêche, via une bureaucratie écrasante, l'émergence d'un tissu de petites et moyennes entreprises à forte espérance de vie. En 2009, le pourcentage de l'investissement global a été inférieur à 20 % du PIB en Russie. Ce niveau, incompatible avec une politique de recherche et de modernisation véritablement proactive, reste en deçà du niveau atteint en 1990 et est très inférieur aux niveaux observés au sein des économies émergentes du Sud-est asiatique ou des économies « en transition » les plus dynamiques.

Par conséquent, un investissement significatif et un engagement politique sont nécessaires dans les secteurs de la santé, de la famille, de l'éducation, de la recherche et développement, pour aller vers une économie et une société davantage fondées sur la connaissance. Les potentiels humains restent importants en Russie mais les distributions et fragilités démographiques peuvent compromettre toutes les facettes de la croissance et de la transformation. Les surplus industriels et naturels ainsi que les excédents extérieurs doivent être en partie orientés vers ces dimensions stratégiques du développement. Cela comprend la mise en place d'une politique sociale, fiscale et des retraites stable et acceptée. La pression exercée à court terme par les ressources naturelles en faveur d'une « économie de rente » constitue avec les déséquilibres démographiques et

les phénomènes de petite et de grande corruption, un des inhibiteurs principaux de la croissance à plus long terme, et donc d'un développement soutenable incluant nécessairement davantage de responsabilité sociale, sociétale, environnementale, individuelle et collective.

Eric Brunat⁷

Notes :

¹ Voir Aslund A. ; (2010), High corruption and low growth spoil, Moscow Times, December 22.

² Voir Brunat E. ; (2010), L'économie russe : modernisation, crise et géo-économie, pp. 157-184, in *Annuaire Français de Relations Internationales*, Vol. XI, La Documentation Française & Editions Bruylant, Paris & Bruxelles, 1138 p.

³ En 2008 l'énergie et les minerais représentent 63 % des exportations, les produits industriels et manufacturés 23 %, les produits de l'agriculture et agroalimentaires 4 %, les services et autres produits non déterminés 10 % selon les données du CEPII base de données CHELEM.

⁴ Voir Brunat E.; (2010), Successful scientific and technological 'Modernizatsia' in Russia requires institutional and economic changes, *Expert Article* n° 620, *Baltic Rim Economies, bimonthly review* n° 5, Turku School of Economics, Finland, October.

⁵ Selon Transparency International la Russie est classée au 146^{ème} rang sur 180 pays en 2009.

⁶ Selon un communiqué le 9/12/2010 de Juha Kähkönen, Senior Advisor au Département Européen du FMI, l'inflation en Russie pourrait s'établir à près de 8 % en 2010 contre 6,2 % prévus auparavant.

⁷ Vice-président de l'Université de Savoie en charge des relations européennes et internationales, laboratoire IREGE, docteur hc de l'Université d'Etat de Sotchi –Russie (Почетный профессор), ancien économiste principal et conseiller principal aux Nations unies – Programme des Nations unies pour le Développement –Fédération de Russie, Biélorussie, Moldavie. eric.brunat@univ-savoie.fr